

Le dispositif militaire français ne cesse de se renforcer. Le ministre de la Défense sera aujourd'hui sur place. Des patrouilles de parachutistes s'approchent de la ligne de front.

Les Mirage et le ministre Léotard arrivent

Jean Chatain

L'Humanité, 29 juin 1994



Près de Gisenyi dans le Nord, une patrouille française double des miliciens gouvernementaux à l'entraînement, AFP, Pascal Guyot

QUATRE Mirage F1-CR, de l'escadron 2/33 Savoie stationné sur la base 112 « Marin La Meslée », ont quitté Reims mardi matin pour rejoindre Istres, d'où ils repartiront vers le Rwanda dans le cadre de la mission « Turquoise ». Ces appareils (CR pour « chasse et reconnaissance ») sont dotés de capteurs photo et infrarouge, et capables de prendre (en fonction de la vitesse et de l'altitude) jusqu'à 600 photos en couvrant entre 60 à 100 kilomètres de terrain. Le 2/33 Savoie et le 1/33 Belfort sont les seuls escadrons de reconnaissance existants en France.

Question de bon sens : à qui fera-t-on croire que l'envoi d'appareils aussi sophistiqués et performants est guidé par de strictes préoccupations « humani-

taires » ? Même durant la période 1990-93, durant laquelle le corps expéditionnaire français a sauvé la mise à la dictature à plusieurs reprises, de tels moyens n'avaient pas été engagés.

Dans les heures suivant cette information, on apprenait que François Léotard, ministre de la Défense, allait quitter Paris pour se rendre dans la zone frontalière entre le Zaïre et le Rwanda, où se déploient les 2.500 militaires français expédiés dans cette aventure. Pour cette inspection des troupes qui durera toute la journée de mercredi, François Léotard sera accompagné du ministre délégué à l'Action humanitaire, Lucette Michaux-Chevry.

Les deux ministres devaient voyager de nuit à bord d'un Falcon 900 et faire escale à N'Djamena (Tchad). Ils étaient attendus ce matin à 9 heures à Goma (Zaïre), proche de la frontière rwandaise, où le général Jean-Claude Lafourcade a installé son quartier général. Ils se rendront ensuite sur la deuxième base de Bukavu, plus au nord, avant de pousser leur visite jusqu'au Rwanda. « Ils iront probablement dans la région de Cyangugu », a-t-on laissé entendre à l'agence Reuter. Peut-être y seront-ils réceptionnés par le préfet de cette ville, grand coordinateur des assassinats politiques et massacres racistes depuis le 6 avril dernier ?

Sur le terrain, le concept d'une « zone de pénétration » de 15 kilomètres évoqué par Paris est d'ores et déjà oublié. Une patrouille de parachutistes est arrivée dès lundi dans la ville de Gikonjoro, à une cen-

taine de kilomètres à l'intérieur du territoire rwandais au sud-ouest du pays, a constaté un journaliste de l'AFP. Officiellement, on se contente d'indiquer qu'il s'agit d'une mission de reconnaissance. Sans autres précisions.

Et pourtant, les questions ne manquent pas de se poser. Gikonjoro se trouve à une vingtaine de kilomètres du front entre les troupes des FAR (Forces armées rwandaises) et celles du Front patriotique. Encore quelques kilomètres, et l'on arrive sur la route reliant Gitarama à Butare. Un axe essentiel pour la suite des événements. Gitarama, où s'était replié dans un premier temps le « gouvernement intérimaire » autoproclamé fuyant Kigali, est désormais aux mains du FPR. Plus au sud, à Butare, les combats se poursuivent depuis de nombreux jours. Que se passera-t-il si les soldats français coupent la voie de communication entre ces deux préfectures ? Comment le FPR ne considérerait-il pas cela comme une intervention directe en faveur d'une soldatesque « gouvernementale » manœuvrant en recul ?

Au cours d'une conférence de presse tenue à Nairobi (Kenya), Augustin Ndirabatware, ministre du Plan dans le « gouvernement intérimaire », a réaffirmé sa satisfaction à propos de « la présence française (qui) reste nécessaire ». Avec cet ajout à garder en mémoire : « pour parfaire son geste humanitaire », la France devrait également « intervenir en secteur rebelle »...